

PRO : le refus de la soumission au nazisme

Arrêté en janvier 1943 lors des rafles massives de familles mosellanes refusant la germanisation, le jeune instituteur Léon Sidot sera détenu dans des camps des Sudètes jusqu'en mai 1945. Bien que soumis à de multiples pressions de la part des nazis, ses compatriotes mosellans et lui-même ne céderont jamais. Léon Sidot a témoigné⁽¹⁾ des raisons du refus et des conditions de détention de ces Patriotes Résistant à l'Occupation (incluant des Alsaciens), dont l'engagement et les sacrifices sont toujours très peu reconnus.

Dans la perspective de la victoire allemande, Bürckel [le *Gauleiter* de Moselle] et Himmler savaient que les conditions d'asservissement et de vie faites aux familles lorraines ne pouvaient que conduire à leur capitulation. Il était clair pour nous aussi que dans la même hypothèse, nous n'aurions eu d'autre choix que le suicide effectif ou le suicide identitaire dans la soumission au nazisme. Nos chefs de camp le savaient, forts de leur conviction dans la victoire finale. En avril 1945, le chef de camp de Halbstadt a encore eu ces paroles : « *Und wenn die Russen in Wernersdorf sind, so siegen wir doch* », (Et même si les Russes se trouvent à Wernersdorf, nous vaincrons quand même). Il faut savoir que Wernersdorf était un village situé à 2 km de Halbstadt.

Nous connaissions la porte de sortie de notre asservissement. Le sésame était d'accepter ce que nous avions refusé en Lorraine, de renoncer à notre citoyenneté française et de faire acte d'allégeance au Reich en allant combattre pour sa victoire. C'est pour nous engager dans cette voie que la porte des camps nous était physiquement ouverte, que nous pouvions aller au travail, à la messe, au ravitaillement, apprendre à connaître quelque peu le pays, jeter un œil sur Eger, Franzensbad (actuel Frantiskovy Lazné), Karlsbad et Marienbad (Mariánské Lazné), aller à l'occasion au cinéma. Pour essayer de nous intégrer, il fallait nous laisser une certaine ouverture. Nous l'avons mise à profit au minimum avec un cœur de pierre. Cela nous a permis de constater entre autres que les Sudètes étaient allemands sans aucun doute tout comme nous-mêmes nous étions français, mais que les *Kampfdeutsche* (Allemands de combat) et l'esprit nazi ne hantaient pas le gros de la population. Vers la mi-43, il y eut à Eger un grand rassemblement du parti nazi, suivi d'un défilé. J'entendis cette

remarque dans la foule : « *Die Goldfasane sind wieder mal beisammen* » (Les faisans dorés sont une fois de plus réunis).

Nous étions prisonniers sur place d'une clôture psychique infranchissable, de notre volonté de faire prévaloir notre identité française, auxquelles seules la victoire alliée sur le nazisme ou la fuite en France pouvaient apporter une issue acceptable. Une telle fuite ne pouvait être tentée qu'individuellement ou à deux ou trois amis au plus. Solidaires de ma mère et du groupe de Montbronn, mon jeune frère et moi-même ne l'avons pas envisagée. Au surplus, elle était très dangereuse parce qu'en cas d'arrestation en Lorraine, passage obligé, une condamnation pour désertion et l'incorporation dans la Wehrmacht étaient les sanctions minimales à envisager. Plusieurs d'entre nous ont néanmoins couru le risque et réussi : entre autres, Bourger Fernand, Vogel Adolphe, Rohr Joseph, une jeune fille, Prag Andrée. Parti dès juin 1943 en accord avec ses parents, Pottier Eugène revint fin 1944 dans la brigade Alsace-Lorraine du commandant Berger (André Malraux). Ne pouvant plus supporter la vie dans les camps, la famille Kremer, cinq enfants, alla se réfugier clandestinement en Lorraine en juin 1944 ; elle eut beaucoup de mal à survivre jusqu'à la Libération.

La manifestation de notre identité française dans les camps

Dès après l'installation dans le camp, on se mit à faire connaissance et à s'interroger mutuellement sur les raisons exactes de la déportation. L'on découvrit que d'autres Lorrains, en d'autres lieux, avaient suivi des chemins comparables, voire identiques. On s'imagine le réconfort pour les uns et les autres d'un esprit de résistance aussi partagé. Aujourd'hui encore, pour cette aide précieuse entre toutes, je garde à tous ceux, connus ou non, qui se sont trouvés avec nous, une immense reconnaissance. Rapidement des affinités plus profondes se firent jour entre des personnes qui auparavant ne s'étaient jamais rencontrées. Une telle communion de pensée et de vue s'établit notamment entre le frère aîné et M. Rohr de Guehenhouse, à près de 50 km de Montbronn. À chaque transfert dans un autre camp, revinrent par la suite les mêmes questions et les mêmes réponses : « *T'es de la partie ? Oui. Dieu, soit loué.* » Nous nous sentions tous confortés les uns par les autres dans notre détermination de résister aux nazis.

Une deuxième conséquence fut l'usage public immédiat de la langue française entre ceux qui la parlaient. Dans les chambres, le réfectoire ou à l'extérieur, patois lorrain germanique et français se succédaient et se mélangeaient suivant les besoins sans



MALGRÉ LES AFFIRMATIONS DE LA PROPAGANDE NAZIE SELON LAQUELLE « LA JEUNESSE LORRAINE SE RALLIE À ADOLF HITLER », DE NOMBREUX JEUNES, ET MOINS JEUNES, MOSELLANS REFUSENT DE RENONCER À LEUR CITOYENNETÉ FRANÇAISE.

aucune retenue. Le pas vers la France était psychologiquement franchi, nous étions entre Français et la vie spirituelle du camp échappait pratiquement à l'emprise de l'administration nazie. On ne se souciait plus comme en Lorraine d'éventuelles oreilles indiscretes. Le spectacle pouvait prendre un tour réjouissant. Ainsi dans la grande salle de Petersdorf, le soir, on pouvait entendre une famille prier le chapelet en allemand, à côté un groupe jouer aux cartes, un autre encore discuter en français, sans aucune gêne apparente.

La « Marseillaise »

En mai 1943, à Trebendorf, nous fûmes avisés que les hommes nés en 1918 jusqu'à 1924 inclus ne devaient pas se rendre au travail le lendemain, mais se présenter à 10 heures au réfectoire pour être recensés. Devait être signée à cette occasion une attestation individuelle précisant que le signataire n'était pas d'origine juive. Nul doute, il s'agissait de la démarche préliminaire à notre incorporation dans l'armée allemande. Nous étions révoltés, fermement décidés à refuser, sans trop savoir ce que nous allions faire concrètement. Le lendemain, nous nous rendîmes au réfectoire, à la fois décidés et inquiets, suivis d'un bon nombre d'autres personnes du camp, principalement des femmes. Nous trouvâmes le chef du camp déjà installé à une table au milieu du côté droit du réfectoire, en face de lui le secrétaire de la mairie de Trebendorf, autour, debout, deux soldats en armes. Les registres et le paquet d'attestations étaient posés sur la table. Nous restâmes à distance, debout, entassés autour de la porte d'entrée. Dans de telles circonstances, le premier à passer est l'avocat de tous, ce qui à moins d'être un héros-né, n'est pas un avantage.

Je n'enviais donc pas notre ami Bourger appelé par le chef de camp, dans l'ordre alphabétique, à s'avancer le premier. Il avait à peine commencé par demander ce que signifiait cette initiative, que je vis s'ébranler devant moi M. Kremer, le père de cinq enfants déjà cité et qui, ayant atteint la quarantaine, n'était d'aucune manière visé par le recensement. Assez petit mais très solide, il s'approcha de la table d'un pas lourd et décidé, la frappa du poing, prit le paquet d'attestations et le fit voler en l'air en criant en patois lorrain : « *Qu'est-ce que c'est cela ! Nous sommes Français !* » Puis se tournant vers nous, il leva le bras, cria « *Vive la France* » et entonna la *Marseillaise*, reprise par le fond de salle dans un véritable rugissement de défi et de victoire. Puis nous quittâmes la salle, laissant les Allemands blêmes, sans avoir bougé.

L'après-midi, on nous informa qu'à la demande de la mairie, chacun des appelés devait faire parvenir au *Wehrbezirkskommando in Eger* (Commandement militaire du district d'Eger), sous le couvert du camp, une lettre individuelle justifiant son refus. Après concertation, je déposais pour mon compte la lettre traduite ci-après :

« *Je soussigné, Sidol Léon, né le 18 mai 1920, mis en demeure de me faire inscrire auprès du Wehrbezirkskommando atteste par la présente que je ne suis pas Allemand de souche, mais Français. Toute mon attitude n'a laissé aucun doute sur ce point. J'ai exprimé ma volonté d'être considéré pour ce que je suis. Que ma demande n'ait pas été suivie d'effet, n'est pas de ma faute. En tant que Français, je ne peux pas et ne veux pas devenir citoyen allemand, je ne suis pas volontaire et n'ai donc rien à voir avec l'armée allemande. J'attire également l'attention sur le fait que le Gauleiter Bürckel a fait connaître en son temps que ceux qui avaient présenté une demande d'émigration en France n'avaient pas à se présenter au conseil de révision. Je vous prie en conséquence de vous abstenir d'autres mises en demeure.* »

Il n'y eut pas de réponse, mais nous ne fûmes plus inquiétés. Bien plus tard, nous apprîmes que des tentatives du même ordre avaient eu lieu dans d'autres camps, notamment en Silésie. Elles se heurtèrent toutes à des refus, le motif invoqué étant la conservation de notre citoyenneté française. Comme il a déjà été dit, la loi allemande sur l'obligation militaire des seuls citoyens allemands était mieux respectée en Silésie et dans le pays des Sudètes que dans la Lorraine annexée.

LÉON SIDOT (1995)

(1) Ces lignes sont extraites du chapitre V de l'ouvrage de Léon Sidot : *L'identité française dans la Lorraine annexée et nazifiée* (Gourdon, 1995).